

10 ans après la chute de Lehmann Brother, qu'avons-nous fait ?

Bien sûr, les banques, pour prêter, doivent détenir davantage de fonds propres, elles sont mieux supervisées, une certaine transparence a été établie, ainsi que des plans de résolution en cas de faillite.

Et pourtant, il me semble que l'essentiel n'a pas été corrigé ou s'est dégradé, faute d'avoir traité des questions majeures.

Celle des inégalités, à l'origine de la crise des *subprimes*, n'a pas été au cœur des solutions recherchées et elle s'est aggravée.

Celle de la « finance de l'ombre », le *shadow banking system*, jamais inquiétée, pourrait exploser.

Celle du court-termisme n'a pas été adressée et l'enjeu de la finance durable commence à peine à marquer des points.

L'architecture des banques, notamment en Europe, n'a pas été traitée faute d'avoir été posée à l'échelle de la diversité européenne.

Sur la fiscalité, la taxation des transactions financières ne parait plus citée que pour mémoire, les baisses ont profité aux plus riches, même si une certaine prise de conscience quant au rôle nuisible des phénomènes d'optimisation, de blanchiment ou de fraude émerge tout en se heurtant à des résistances farouches.

En Europe, sans budget de la zone euro ou système de garantie des dépôts, beaucoup savent que ses fragilités, exacerbées par la crise, n'ont pas été suffisamment corrigées.

Les acteurs des marchés financiers, s'ils ne plaident plus tout à fait pour l'autorégulation, sont restés les maîtres des horloges fragilisant d'autant les démocraties dans lesquelles ils ont favorisé la rupture du contrat social et organisé le divorce quant aux conditions de financement des préférences collectives.

C'est la tâche des véritables progressistes d'agir pour remettre la finance dans sa boîte et sauver la démocratie